

DOSSIER EDUCATION

Vers une modernisation de l'éducation

L'enseignement en Ethiopie a toujours été religieux, prodigué par les prêtres ou les imams.

Le système d'éducation moderne voit le jour à la fin du XIXe s quand le négus Ménélik II autorise la fondation d'écoles par des missionnaires catholiques et protestants (en 1921, les frères de Saint-Gabriel fondent l'école française d'Addis Abeba). Par ailleurs, la première école publique éthiopienne Menelik II School voit le jour à Addis Abeba en 1908, suivie par la fondation du lycée Tafari Makonnen en 1925 par le régent Ras Tafari Makonnen futur négus Haïlé Selassié. C'est à l'initiative de son épouse, la reine Mānān que la première école publique pour les filles est créée en 1930.

L'université (University College of Addis Abeba) est fondée en 1950. En 1971, le pays comptait 1 300 écoles primaires et secondaires basées principalement dans les villes chrétiennes du Nord du pays.

En dépit de ces efforts, le taux d'analphabétisation est de 90 % à la veille de la révolution marxiste en 1974. Le gouvernement du DERG met alors en place un vaste programme d'éducation dans les zones rurales. Après la chute de la dictature marxiste en 1991, le nouveau gouvernement de la République démocratique d'Ethiopie estime que seuls 20 % des enfants sont scolarisés.

L'école pour tous ?

Un gros effort est consenti pour atteindre l'objectif d'une école gratuite pour tous en 2015 (Objectifs du Millénaire pour le développement). Depuis l'introduction de la régionalisation et la reconnaissance d'autres langues que l'amharique (seule langue officielle jusqu'en 1993), les enfants éthiopiens ont acquis le droit d'étudier dans leur propre langue à l'école primaire.

S'il existe toujours des disparités entre l'éducation des filles et des garçons, c'est surtout au niveau de l'école secondaire. Des chiffres récents de l'Unicef indiquent que le taux d'alphabétisation à l'école primaire est de 85% pour les garçons et de 81% pour les filles ; à l'école secondaire, le taux passe à 30% pour les garçons et 23 % pour les filles.

Comment expliquer cette différence ?

Cette dernière décennie, l'effort ayant surtout été consenti sur l'accès à l'école primaire, le nombre d'écoles secondaires reste encore très insuffisant en zone rurale. A cela s'ajoute une croissance

démographique importante (2,7%) allié à un manque cruel d'enseignants. Mal payés, débordés par des classes surchargées (au minimum 100 élèves par classe avec une rotation de 2 à 3 classes par jour !), peu considérés, beaucoup d'enseignants se tournent vers le secteur privé.

D'autre part, dans ce pays à majorité agricole, les parents préfèrent garder les enfants avec eux pour les seconder dans les travaux des champs, la garde des troupeaux et pour les corvées ménagères incluant le transport de l'eau et du bois pour la cuisine. Dans cette perspective, les filles sont largement défavorisées après les études primaires car elles sont les premières sacrifiées pour seconder leurs parents, même après leur mariage. Rappelons que le mariage précoce des filles (dès 10 ans) est toujours courant en zone rurale bien qu'une loi récente ait interdit le mariage des filles avant l'âge de 15 ans.

Une discrimination positive a permis de doubler le nombre de filles scolarisées

Le cursus scolaire dans les écoles publiques

Les récentes réformes du système éducatif ont prolongé les études primaires de 2 ans, portant à 8 années le premier cycle au terme duquel les enfants

passent un examen national qui leur donne accès au cycle secondaire d'une durée de 2 ans.

Au terme de la 10^e année, les étudiants passent un nouvel examen (Ethiopian School Leaving Certificate Examination), sorte de baccalauréat scientifique ou économique-littéraire, qui détermine la poursuite ou non de leurs études. S'ils n'obtiennent pas le minimum requis et désirent poursuivre des études, ils doivent soit passer en formation technique et pratique, soit se tourner vers le secteur privé, beaucoup plus cher et donc inabordable pour la majorité des familles.

Après avoir obtenu l'ESLCE, il reste 2 années de formation en école préparatoire avec à la clé un 3^e examen national qui conditionne l'accès à l'université. Leur placement sur l'échelle des résultats détermine l'université publique dans laquelle ils sont admis de même que l'accès à une filière particulière dépendra des notes obtenues ainsi que des places disponibles.

Conclusion

On comprend qu'un soutien financier est primordial pour envisager des études supérieures. En effet, si les bons étudiants arrivent à boucler un cursus scolaire dans leur région d'origine, tout se complique par la suite, en particulier avec l'augmentation considérable du coût de la vie depuis 2 ans.

Dans ce cas aussi, les filles des zones rurales sont défavorisées par rapport aux garçons. Plus timides et assujetties à l'autorité paternelle, elles ont rarement la possibilité et les moyens de poursuivre leurs études dans l'université de leur choix même si elles ont obtenu de bonnes notes. Par ailleurs, si elles ont échoué à l'examen ESLCE en 10^e année, aucune seconde chance leur sera donnée sauf si on leur offre les moyens d'étudier dans une école privée.

L'offre universitaire est en effet très inférieure à la demande (260 000 places) et l'accès à l'université est très sélectif. Par exemple, pour entrer au Commercial College of Ethiopia (seule école de commerce publique du pays), il faut au moins 2,8/4 pour les filles et 3/4 pour les garçons. À l'université, c'est encore plus difficile : il faut 3/4 pour les filles, et presque 4/4 pour les garçons.

De plus, les universités de province, d'un niveau inférieur à celles de la capitale, sont mal reliées aux régions d'origine des étudiants, et offrent rarement un véritable choix de filière.

Les places sur les campus étant très limitées, les étudiants doivent aussi faire face à des frais importants pour le logement, le transport et la nourriture.